

# « Il faut dire la vérité, il n'y a pas de raison de paniquer »

- Le vice-Premier ministre N-VA, ministre de l'Intérieur, Jan Jambon veut rassurer les citoyens, alors que le niveau de menace reste fixé à 3.
- « Je n'ai pas envie d'une société inquiète. Nous devons être attentifs, mais il n'y a aucune raison d'avoir peur. »
- « Dans les quartiers, on laisse un boulevard aux extrémistes. Nous devons réagir en mettant en avant nos valeurs. »

Ce fut l'un des ministres les plus chahutés au début de la législature. Depuis, il y a eu *Charlie Hebdo*, Verviers... Jan Jambon, ministre (N-VA) de l'Intérieur est, avec le Premier ministre, aux premières loges. Les critiques se sont tuées.

**Judi, vous avez même été très applaudi, à la Chambre, pour votre réponse à Filip Dewinter, qui a brandi le Coran et stigmatisé les musulmans. Vous avez prémédié votre sortie ?**

*Un quart d'heure avant qu'il n'intervienne, j'ai su qu'il allait brandir le Coran parce qu'un de nos députés l'a vu et m'a envoyé un SMS. J'ai réfléchi et je me suis dit que s'il diabolisait vraiment toute la communauté musulmane, j'allais l'attaquer. C'est inacceptable, a fortiori dans le contexte actuel. Celui qui pense qu'on peut combattre le radicalisme et l'extrémisme en désignant comme ennemi toute la communauté musulmane est fou.*

**Que pouvez-vous faire pour lutter contre ces amalgames ?**

*D'abord dialoguer avec cette communauté. Je prépare aussi un programme de contre-propagande. Mais vouloir faire de la contre-propagande sans la communauté, c'est impossible et cela ne sert à rien. Nous devons les impliquer dans notre stratégie contre le terrorisme et l'extrémisme. Ils sont d'ailleurs demandeurs et prêts à collaborer. L'extrémisme et le radicalisme sont la pire des choses qui peuvent arriver à la communauté musulmane et à l'islam, ils en sont victimes.*

**La contre-propagande a fait ses preuves ?**

*Je ne crois pas à l'efficacité d'une mesure prise isolément. Avec les mesures qu'on a prises et qu'on va encore prendre, la contre-propagande a une place dans notre stratégie.*

**Concrètement, vous allez distiller sur le web des messages contre le radicalisme ?**

*Oui, mais l'exemple que j'ai vu en Angleterre ne concerne pas que le web. Ce sont des spécialistes en communication ; ils élaborent des campagnes.*

**Ils vont dans les quartiers ?**

*Non. Là, ce sont plutôt les pouvoirs locaux qui doivent agir.*

**Vous devez collaborer avec tous les niveaux de pouvoir ?**

*Evidemment ! Notamment avec les Communautés, pour l'enseignement, le sport.*

**Le sport ?**

*Oui ! Le sport est fort important. Pour l'intégration. Pour repérer l'éventuelle radicalisation de certains jeunes. Dans les clubs de sport, quand on est dans les vestiaires ou sur les terrains, les paroles se libèrent. Là, les entraîneurs peuvent repérer des signes de radicalisation. Je vais demander aux Communautés de prévoir ça dans les programmes de déradicalisation.*

**Les mesures annoncées après Verviers font-elles encore l'unanimité dans la majorité ?**

*C'est le résultat qui compte. On sait que la déchéance de nationalité était un point difficile pour le CD&V pendant les négociations. Pour nous aussi, il y en avait. Mais nous avons passé un contrat. Et il est faux de dire que la majorité se divise sur ces mesures.*

**Quelque part, le contexte vous a aidés à le concrétiser ?**

*C'est très cynique de dire ça. Par ailleurs, même si nous avons présenté notre plan le lendemain de Verviers, l'un n'avait rien à voir avec l'autre. On a commencé à y travailler dès octobre, Charlie Hebdo a un peu accéléré les choses.*

**Il y aura d'autres mesures contre la radicalisation ?**

*Oui. Notamment la radiation obligatoire des registres administratifs pour les djihadistes, pour qu'ils ne puissent plus rentrer. Attention, on ne parle ici que des adultes. Pour les jeunes, on doit prévoir des mesures pour les aider à se réintégrer. C'est une compétence des Communautés, mais on peut donner des idées.*

**Avec un niveau de menace 3, certains ont peur...**

*Je comprends très bien que les gens sont inquiets. Le risque zéro n'existera jamais. On a*

*prouvé que nos services sont attentifs et capables d'intervenir avant les*

*attaques. La police et l'armée dans les rues sont là pour défendre les citoyens et les institutions. Dès lors, supprimer les excursions scolaires à Bruxelles, ce n'est vraiment pas nécessaire.*

**Quid du Musée Hergé qui ferme son exposition ?**

*C'est de l'autocensure. Je ne vais pas intervenir, c'est leur liberté mais intellectuellement, je trouve ça dommage.*

**Et le festival Ramdam à Tournai, vous l'auriez aussi annulé ?**

*Ici aussi, je trouve cela dommage. Cela revient à dire qu'il suffit de brandir des menaces pour que la société se censure. Notre démocratie est le meilleur système politique du monde, nous devons nous défendre contre les menaces, mais pas par l'autocensure.*

**Vous craignez que ces réactions se multiplient ?**

*A ce stade, je pense qu'il s'agit plutôt de prudence que de panique. Mais je suis très attentif. Je n'ai pas envie d'une société inquiète, qui panique. Il n'y a pas de raison. On doit bien sûr être attentifs. Mais il n'y a aucune raison de paniquer.*

**Comment communiquer ?**

*On réfléchit beaucoup à ça. Il faut être prudent et rester honnête. Dire que tout va bien, ce n'est pas la vérité. Mais dire que les gens ont raison de paniquer, c'est tout aussi faux. La vérité est entre les deux.*

**La menace est concrète ?**

*Depuis Verviers, nous savons que certaines cellules ont de mauvaises intentions. C'est pour ça qu'on a relevé le niveau de menace. Mais nous n'avons pas d'éléments sur des menaces précises, visant certaines cibles. Sauf pour la police, là, c'était clair.*

**Sur Verviers, la théorie du complot circule.**

*C'est tellement ridicule que je préfère ne pas répondre.*

**Ce niveau de menace va devenir la norme ?**

*Ah non ! ça jamais. Une situation comme celle-ci ne peut jamais devenir la norme. Nous devons revenir au niveau 2. Mais aujourd'hui, je ne peux pas dire si cela va encore durer une se-*

*maine, deux semaines, un mois, deux mois.*

**MM. Michel et De Wever sont sous protection ; vous aussi ?**

*Non. Il n'y a pas de menace concrète contre moi.*

**Vous n'êtes pas assez important pour les terroristes ?**

*Je l'espère ! Sérieusement, avoir une protection ne doit pas devenir une question de prestige. Restons calmes.*

**Les menaces à l'encontre de Bart De Wever et Charles Michel sont précises ?**

*Bart reçoit des menaces de-*

*puis des années. Il y a d'ailleurs une blague qu'on se raconte souvent : quand ses enfants ouvrent la boîte aux lettres, ils reviennent en disant « aujourd'hui, il n'y a pas d'enveloppe avec une balle pour toi, papa ». Pour Charles Michel, on a notamment visé l'école de son enfant. Une fois que la menace s'étend à la famille, c'est différent. Si on menaçait ma femme ou mes enfants, je suis sûr que je parlerais différemment.*

**Comment en est-on arrivé là, dans notre société ?**

*Ce n'est pas un problème propre à la Belgique. Même si on a beaucoup de djihadistes. Peut-être que l'intégration n'a pas été bien menée. Il y a beaucoup de succès, mais aussi des problèmes.*

**Qu'il est possible de gérer ?**

*On doit le faire ! C'est notre responsabilité. Nous devons offrir aux jeunes une alternative à ce que leur proposent les extrémistes. Pour l'heure, on laisse aux terroristes la communication dans les quartiers. Au début, ce sont des discours innocents, puis ça évolue. Et on laisse un boulevard aux extrémistes. Nous devons réagir en mettant en avant nos valeurs, notre projet de société. ■*

Propos recueillis par  
VÉRONIQUE LAMQUIN

**POLICE****Une solution pour les pensions ?****« Oui, pour la fin janvier »**

Les policiers et les militaires dans les rues, cela a un coût. Or, ni la police ni l'armée n'ont un budget suffisant pour 2015. Vous allez réclamer de l'argent lors du contrôle budgétaire ?

L'armée, c'est un cas à part. Pour les économies dans la police, il y a deux éléments. On doit investir pour les mesures de protection. Mais, en même temps, je mène le débat sur les tâches clés. Or, la protection des citoyens, des lieux sensibles, va rester une tâche clé. Par contre, aujourd'hui, si vous avez perdu votre sac, ce sont deux policiers qui viendront vous le ramener à la maison. Ce n'est pas une tâche clé la police : des entreprises privées ou des services communaux peuvent s'en charger.

Notre responsabilité à nous sera alors de faire en sorte que la police ait suffisamment de moyens pour effectuer ses tâches clés.

Mais les sociétés privées sous-traitantes, il faudra les payer ?

Oui, mais ça coûtera moins cher qu'à l'heure actuelle.

Vous espérez finaliser cette discussion pour le contrôle budgétaire ?

On en parle depuis dix ans, tous les éléments sont sur la table, maintenant il faut décider. Un groupe de travail prépare le dossier pour fin février, et puis on va consulter une série d'institutions, dont les pouvoirs locaux. J'espère clôturer ce dossier avant l'été.

Vous allez demander des moyens supplémentaires lors du contrôle budgétaire ?

Oui, le Premier ministre l'a confirmé. Il y a pour l'instant un contexte qui fait que la police sera une priorité.

Reste le dossier des pensions des policiers.

Vous espérez trouver une solution ?

Oui. Pour la fin janvier. Mais c'est encore un peu tôt pour en parler.

Le contrôle budgétaire de mars servira de test pour le gouvernement ?

Je me rends compte que le débat sera difficile parce qu'on doit encore faire des économies.

On peut encore réduire les dépenses de l'Etat ou on est à l'os, comme le dit le CD&V ?

Je ne pense pas qu'on soit à l'os. A certains endroits, comme à la Défense, oui, mais à d'autres pas.

Lesquels ?

Je réserve ma réponse au gouvernement.

**« Je ne suis pas raciste. Je ne suis pas négationniste »**

Quand la N-VA est entrée au gouvernement, les critiques étaient vives.

Aujourd'hui, elles sont bien moins fortes. C'est le fruit d'une redoutable stratégie de communication ?

Ce n'est pas une opération de communication. J'ai toujours dit que ce serait difficile au début.

Vous vous attendiez à ce que ce soit si difficile ?

Aussi difficile oui. Mais pas de cette manière-là, aussi basse, avec des attaques personnelles. Toutes les personnes qui me connaissent savent très bien que cela n'a rien à voir avec la vérité. Cela m'a touché.

Vraiment ?

Oui, je dois être honnête, cela m'a touché parce que ce sont des attaques contre lesquelles il est très difficile de se défendre. Presque chaque semaine, il y en avait une nouvelle. Par contre, aujourd'hui, nous pouvons prouver, par notre action, que les ministres N-VA sont des hommes et des femmes responsables, qui peuvent faire des compromis pour faire avancer les choses. Que l'opposition soit dure, c'est normal, je l'ai fait aussi, c'est la démocratie. Pour-

vu que le débat porte sur l'action des ministres. Mais revenir avec des choses tirées de leur contexte qui remontent à vingt ans...

Vous pensez que les attaques personnelles vont revenir régulièrement ?

S'ils avaient voulu ressortir d'autres choses, ils l'auraient déjà fait. Je n'ai rien à cacher. Je pense qu'ils ont utilisé tout ce qu'ils sont allés puiser dans les archives du nationalisme flamand, dans celles des associations dont j'étais membre. Donc, je pense que c'est du passé.

Pourquoi n'avez-vous pas pris la parole pour répondre à ces attaques personnelles ?

J'avais prévu de dire quelque chose lors de la séance à la Chambre où l'opposition est partie.

Vous alliez dire quoi ?

Que je n'avais rien à cacher. Que, oui, j'avais été membre de certaines associations, notamment du Vlaamse Volksbeweging, parfaite-

*ment légales, subsidiées par le gouvernement flamand. Et qu'il fallait arrêter avec tout ça et me laisser travailler. C'est ça que je voulais dire. Mais l'opposition est partie, je n'ai pas pu parler.*

**Qu'est-ce qui vous a le plus touché : les accusations liées à la collaboration ou à l'extrême droite ?**

*La collaboration, ça date d'il y a 70 ans. J'ai été clair sur le sujet et je vous le répète : la collaboration était une erreur et un crime. Etre associé à l'extrême droite, ça m'a touché. Je suis nationaliste flamand, flaminguant. Mais je ne suis pas d'extrême droite. Je ne suis pas raciste. Je ne suis pas négationniste. Cela me touche quand on m'accuse de ça.*

**Vous vous sentez bien au cabinet de l'Intérieur ?**

*Maintenant que je peux me concentrer sur mes compétences et mes responsabilités, je me sens extrêmement bien.*

**En ce compris dans les aspects protocolaires, liés à l'Etat fédéral, à la monarchie ?**

*Dès l'instant où la N-VA a décidé d'entrer au gouvernement fédéral, on savait qu'on devait respecter une série de choses.*

« Pacta sunt servanda »  
(NDLR : les conventions doivent être respectées). On a décidé d'entrer dans ce gouvernement et on prend nos responsabilités. Vous ne verrez ja-

*mais un N-VA qui ne fait pas ce qu'il doit faire.*

**Attention, vous allez prendre goût au niveau fédéral, vous ne voudrez plus du confédéralisme !**

*Je vais de nouveau répéter la même chose. Nous avons l'article Un de nos statuts, c'est notre vision à long terme, elle ne change pas. Dans notre programme électoral, il y avait le confédéralisme, mais nous étions le seul parti à le mettre sur la table. Cela reste notre objectif et nous reviendrons avec le confédéralisme lors des prochaines élections. Mais pour cette législature, nous avons un contrat avec les autres partis et nous allons le respecter. C'est très clair. Quel était le choix ? Nous sommes allés aux élections en voulant faire du communautaire et du socio-économique. Au lendemain des élections, on avait le choix : soit faire du socio-économique et pas de communautaire ; soit ne rien faire. Le choix était simple, il n'y a eu que deux ou trois abstentions lors du congrès de participation où il y avait 2.000 personnes. Mais nous n'avons pas laissé tomber le confédéralisme. Parce qu'on pense que c'est mieux pour les citoyens. ■*

**Propos recueillis par**

**V. La**

## CONTEXTE

### La stratégie du bon élève

Pour sa première interview comme ministre fédéral au *Soir*, Jan Jambon met un point d'honneur à s'exprimer en français. S'excusant à l'avance de ne peut-être pas trouver tous ses mots. Fausse modestie : l'Anversois maîtrise parfaitement la langue de Molière. Il s'est pourtant inscrit à un « mini » stage au Ceran, en février. Par-delà ce geste de courtoisie linguistique, Jan Jambon démontre une fois de plus, tout au long de l'entretien, ce souci d'être exemplaire, de ne pas faire le moindre faux pas, qui caractérise les ministres et secrétaires d'Etat N-VA ces dernières semaines. Une ligne de conduite qui se traduit de plusieurs manières. D'abord par la philosophie que Jan Jambon a faite sienne, maintenant qu'il exerce des responsabilités fédérales. *Pacta sunt servanda*. Le contrat (l'accord de gouvernement et ses cahiers Atoma) doit être respecté. Exemple : le plan de lutte contre le radicalisme a fait l'objet de longues discussions pendant les négociations gouvernementales ; chacun a pu exprimer ses réticences. Le débat peut du reste se poursuivre, sur le fond. Mais l'accord doit être exécuté.

Ensuite, le vice-Premier affiche une loyauté sans faille au gouvernement. Ainsi, quand on lui demande de nous dévoiler le prochain train de mesures de lutte contre la radicalisation, il se retranche, avec un large sourire, derrière la promesse qu'il a faite à ses partenaires de ne pas s'exprimer sur le sujet. Une attitude en tous points identique à celle de Johan Van Overtveldt, muet, mardi, lorsque nous l'avons rencontré, sur les pistes de tax shift qu'il étudie pourtant activement avec son cabinet.

Pas de petite phrase, non plus, qui pique un autre parti de la coalition. « *Dire ou faire des choses qui compliquent la vie du gouvernement, ça, nous ne faisons pas* », souligne Jan Jambon.

Enfin, quand on lui demande s'il n'est pas étrange, pour un nationaliste flamand, par exemple, de gérer le protocole fédéral, il assure : « *Vous ne verrez jamais un ministre N-VA qui ne fait pas ce qu'il doit faire.* »

Si tout cela ne relève pas d'une stratégie soigneusement orchestrée et surveillée de près par le parti...

V.L.A.